



L'armée égyptienne menace de réprimer ceux qui contestent le résultat de l'élection présidentielle

Par [Johannes Stern](#) et [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 24 juin 2012

wsws.org 24 juin 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

Des sources de l'armée égyptienne ont indiqué hier soir qu'il existe des plans pour réprimer l'opposition populaire au régime militaire dans le contexte de contestations de plus en plus importantes sur le résultat de l'élection présidentielle de ce week-end.

La Commission électorale suprême pour les élections présidentielles (CESP) a annoncé qu'elle repousserait au week-end l'annonce des résultats, prévue initialement pour aujourd'hui.

Ceci intervient à la suite de la publication par un groupe de juges chargés de surveiller les élections, les Juges d'Égypte, d'une déclaration non-officielle qui accordait la victoire au candidat des Frères musulmans (FM), Mohamed Mursi. Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue au Syndicat des journalistes égyptiens, ces juges ont annoncé que Mursi avait remporté les élections par 13 238 335 voix contre 12 351 310 pour Ahmed Shafiq, dernier premier ministre du dictateur déchu Hosni Moubarak et candidat favorisé par l'armée.

Dans la nuit d'hier, une source militaire anonyme a déclaré au quotidien public *Al Ahram* que la junte du Conseil suprême des forces armées (CSFA) était déterminée à empêcher Mursi d'entrer en fonctions : « Le conseil militaire est déterminé à ne pas laisser les Frères musulmans prendre le pouvoir. Il n'abandonnera pas les rênes du pouvoir tant qu'une nouvelle constitution n'aura pas été adoptée, et tant que tout ne sera pas prêt pour un processus politique équilibré. »

Étant donné que la junte du CSFA contrôle la rédaction de la nouvelle constitution, dont la publication a été reportée à une date indéterminée à la suite du coup d'Etat du week-end dernier, cette déclaration implique que la junte ne permettra pas à Mursi d'être déclaré vainqueur ce week-end. La junte compte maintenir un contrôle absolu sur l'exécutif.

Cette source militaire laisse entendre que toute tentative de déclarer Mursi vainqueur menacerait la stabilité de l'Etat. Déclarant que toute nouvelle tentative de négociation serait « de nature conflictuelle plutôt qu'amicale, » il ajoute : « Pour éviter tout changement soudain qui risquerait d'entraîner une confrontation et de mener la situation au bord du précipice, le conseil militaire reste la seule force capable de réguler le processus politique pour préserver la stabilité de l'Etat. »

Ce responsable a déclaré que les FM comptaient sur le soutien des principaux commanditaires impérialistes de la bourgeoisie égyptienne, qui préféreraient une victoire des FM : « Les États-Unis et l'Union européenne ont tous deux envoyé des messages

reflétant leur préférence pour Mohamed Mursi comme président de l'Égypte. Croyant pouvoir compter sur ce soutien, le groupe a adopté une politique de pression sur les dirigeants provisoires du pays au sujet des arrangements politiques à venir. De plus, le bureau d'orientation des Frères musulmans a échangé des messages avec les États-Unis – et dont Israël est au courant – qui contenaient des assurances sur la position du groupe au sujet du Hamas, de Gaza et des accords de Camp David. »

L'armée reste cependant le pouvoir fondamental de l'État égyptien et la seule entité qui aurait le pouvoir de supprimer par la force l'opposition de la classe ouvrière au régime égyptien. Ainsi, comme le sous-entend ce responsable, l'armée s'attendait à ce que les puissances impérialistes la soutiennent pour empêcher un éventuel effondrement de l'autorité étatique : « Il reste à déterminer, cependant, si les États-Unis préféreront voir Mursi ou Sahfiq au plus haut poste en Égypte. »

Si ces commentaires de l'armée visent en premier lieu la campagne des FM, la cible principale de la répression étatique seront les grandes manifestations de la classe ouvrière, comme celles qui ont fait tomber Moubarak dans les premières semaines de la révolution égyptienne de février 2011.

Dans une autre déclaration, des responsables de l'armée ont affirmé à *Al Ahram* qu'ils travaillent sur un « plan B » pour déployer des forces armées dans tout le pays : « Nous nous préparons à une grande vague d'émeutes et de troubles pour au moins deux jours, qui pourraient être incités par les Frères musulmans après l'annonce que Sahfiq est président. [...] Nous nous préparons à toutes sortes de problèmes et prenons des mesures pour les contenir. »

Ces responsables ont dit qu'ils préparent un état d'urgence qui s'appliquera à la capitale égyptienne, Le Caire, et d'autres grands centres urbains – dont Alexandrie, Suez et Ismaïlia.

L'intensification des conflits au sujet de l'élection présidentielle reflète une âpre lutte pour le pouvoir au sein de la bourgeoisie égyptienne, entre l'armée et les FM. Initialement, le CSFA au pouvoir et les FM coopéraient pour mettre fin aux luttes révolutionnaires de la classe ouvrière, mais des divisions entre eux ont émergé après les élections législatives gagnées par les islamistes.

Avec son coup militaire de la semaine dernière, l'armée a clairement indiqué qu'elle n'avait pas l'intention de remettre le pouvoir aux FM. Elle a dissout le parlement et l'assemblée constituante, toutes deux dominées par les islamistes. Dans un décret constitutionnel publié dimanche, le CSFA a pris en main tous les pouvoirs législatifs et budgétaires du Parlement dissout.

Les commentaires de l'armée font suite à une série de tentatives de la part des Frères musulmans de faire pression sur l'armée pour permettre à Mursi de prendre ses fonctions. Mardi, la campagne de Mursi a publié un pamphlet le présentant comme le gagnant avec 52 pour cent des voix. Un de ses porte-paroles a dit que « les chiffres s'appuient sur des sondages à la sortie des bureaux de vote publiés dimanche et lundi, ainsi que la prise en compte du vote des expatriés. »

Les FM ont également appelé à des manifestations sur la place Tahrir mardi, qui ont réuni des dizaines de milliers de gens. Avec divers groupes libéraux et de pseudo-gauche – comme le mouvement du 6 avril et les Socialistes révolutionnaires (SR), qui ont rejoint les

manifestations des FM – les FM s'inquiètent de ce qu'une victoire de Shafiq pourrait révéler le caractère creux et frauduleux de la « transition démocratique » que l'armée prétend organiser, et à laquelle eux-mêmes participent.

Le mensonge de la « transition démocratique » étant révélé par le coup militaire, les FM et leurs alliés craignent une confrontation explosive entre la classe ouvrière et l'armée.

Le porte-parole des Frères musulmans, Mohamed Ghozlan, a prédit une « dangereuse confrontation » entre le peuple et l'armée si Ahmed Shafiq était déclaré nouveau président de l'Égypte. Une victoire de Shafiq serait « un coup militaire direct de la part du conseil militaire. » a-t-il ajouté.

Dans ces conditions, les FM expriment leurs inquiétudes au sujet des tentatives de l'armée de monopoliser les institutions officielles du pouvoir politique mises en place par la junte. Saad al-Katatni, porte-parole du parlement dissout, a prévenu que les positions de l'armée pourraient « nous entraîner vers un vide et que la rédaction de la constitution pourrait prendre des années, donnant un prétexte au conseil militaire pour rester au pouvoir des années durant. C'est inacceptable. »

Katatni a insisté sur le fait que les FM ne représentent pas une menace immédiate envers la junte. « Ce qui s'est passé en Algérie ne peut pas se répéter en Égypte, » a-t-il dit, faisant référence à la guerre civile de 1991-2002 qui fit 150 000 victimes en Algérie, l'armée écrasant une révolte de groupes islamistes armés qui avaient remporté les élections de 1991. « Le peuple égyptien est différent et n'est pas armé. Nous menons une lutte juridique à travers les institutions et une lutte populaire dans la rue. »

Le camp de Shafiq a répondu à l'initiative des FM par une conférence de presse, affirmant que le camp de Mursi faisait circuler de « faux résultats, » et qu'en fait Shafiq avait remporté les élections. Le porte-parole de la campagne de Shafiq, Ahmed Sarhan, a accusé les FM de « diffuser des mensonges sur toute la ligne concernant les résultats du vote, » et affirmé que « d'après nos décomptes, notre candidat est en tête avec de 51,5 à 52 pour cent. »

Le décret constitutionnel permet à l'armée d'intervenir « si le pays est confronté à des troubles internes [...] pour maintenir la sécurité et défendre la propriété publique. »

Des forces de sécurité supplémentaires sont déployées en Égypte. Trois mille policiers et soldats ont été envoyés pour protéger des sites gouvernementaux et économiques vitaux, dont le Canal de Suez, le chef de la sécurité à Suez, Adel Refaat, a déclaré mercredi : « Nous défendrons fermement toutes les institutions publiques et les commissariats de police, »

Un déploiement militaire est également mentionné sur la route entre Le Caire et Alexandrie – on a vu des photographies de barrages militaires avec des barbelés et des soldats lourdement armés, rappelant la révolte de 18 jours qui fit tomber Hosni Moubarak.

Article original, [WSWS](#), publié le 21 juin 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Johannes Stern](#) et [Alex Lantier](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : [Johannes Stern](#)
et [Alex Lantier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca